

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Paris, le 28 novembre 1997

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE L'ÉQUIPEMENT

LE CHEF DE SERVICE  
ADJOINT AU DIRECTEUR

AIDEJUR/CIRCAPA2.WPD

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

à

Mesdames et Messieurs les Bâtonniers des  
ordres d'avocats

Les décrets 96-886 et 96-887 du 10 octobre 1996 et les arrêtés des 27 et 30 décembre 1996 ont permis de consolider les règles relatives à la gestion par les CARPA des dotations versées par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue.

Par lettre circulaire du 27 décembre 1996, l'économie et le calendrier de mise en oeuvre de ces dispositions vous ont été précisés. Il vous a été indiqué d'une part que l'introduction dans le règlement intérieur de chaque barreau d'un titre particulier relatif aux règles de gestion financière et comptable des fonds versés par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle devait être effectuée avant le 13 janvier 1997 et d'autre part que la mise en oeuvre du règlement comptable, à compter du 1er janvier 1997 ferait l'objet d'aménagements à caractère transitoire dans l'attente des nouveaux logiciels homologués par mes soins.

La présente lettre-circulaire a pour objet de rappeler les nouvelles obligations en matière de gestion des fonds reçus de l'Etat, de préciser ces aménagements transitoires et d'indiquer les documents à transmettre à la Chancellerie pour opérer la liquidation de la dotation 1997.

DAGE

13, place Vendôme  
75042 Paris Cedex 01  
Téléphone : 01 44 77 60 60

## 1. Rappel des nouvelles obligations en matière de gestion des fonds

Les nouvelles obligations en matière de gestion des fonds versés par l'Etat, définies aux chapitres I et II du règlement-type annexé au décret 96.887 précité du 10 octobre 1996, s'appliquent depuis le 1er janvier 1997.

Je vous rappelle que des comptes particuliers doivent être ouverts dans un établissement bancaire pour recevoir ces fonds versés par l'Etat sur le compte spécial de la CARPA prévu par l'article 29 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

Je vous rappelle également que les règles de placement de ces fonds sont définies par le chapitre II du règlement-type précité

### 1.1 ouverture de cinq comptes dans un établissement de crédit :

Les CARPA doivent avoir ouvert au 1/1/1997 dans un établissement de crédit les comptes suivants :

- CARPA - Aide juridictionnelle
- CARPA - Garde à vue
- Emploi des produits financiers
- Placements financiers
- et s'il y a lieu, protocole articles 91 et 132-6

### 1.2 le placement des fonds

Les placements effectués par la CARPA doivent répondre aux exigences :

- *de liquidité* suffisante au regard du rythme de versement des rétributions
- *et de sécurité* correspondant au minimum à une représentation du capital placé.

Les produits financiers perçus par les CARPA au titre des fonds reçus de l'Etat sont exclusivement utilisés pour couvrir tout ou partie des charges de gestion du service de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue exposés par la CARPA ou l'ordre et le cas échéant les charges exposées au titre de l'organisation de la défense (protocoles des articles 91 et 132-6 du décret du 19 décembre 1991).

Depuis janvier 1997, la mission de contrôle et de vérification des commissaires aux comptes s'étend à l'enregistrement des produits financiers provenant des placements des fonds versés par l'Etat ; les CARPA doivent donc leur communiquer tous les éléments relatifs à cet enregistrement.

## **2. Nouvelles obligations comptables**

A compter du 1er janvier 1997, les CARPA doivent tenir une comptabilité particulière, en partie double, de l'emploi des fonds versés par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle et de la garde à vue. Cette comptabilité est définie par le décret 96.886 du 10 octobre 1996 et l'arrêté du 27 décembre 1996 portant règlement comptable applicable aux CARPA pour l'emploi des fonds versés par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue.

Les logiciels de gestion financière et comptable dont se doteront les CARPA, devront être homologués par la Chancellerie.

Cette disposition entre en application au 1er janvier 1998.

Cependant, compte tenu des délais d'acquisition et d'installation nécessaires, la mise en service de nouveaux logiciels dans chaque CARPA sera vraisemblablement échelonnée sur l'année 1998.

Durant la période transitoire, les CARPA devront ainsi qu'il est dit au point 3 de la présente lettre circulaire transmettre les états liquidatifs et comptables définis à l'article 36 du règlement type annexé au décret 96.887 du 10 octobre 1996, à partir des documents comptables existants.

## **3. Les états liquidatifs et comptables à transmettre à la Chancellerie :**

Je vous rappelle que selon l'article 36 du règlement type, la CARPA doit transmettre annuellement :

- les états liquidatifs dont le modèle est défini par arrêté, accompagnés du rapport du commissaire aux comptes établi conformément à l'art. 118 du décret 91.1266 du 19 décembre 1991, modifié par le décret 96-886 du 10 octobre 1996

- ▶ les résultats des comptes "Emploi des produits financiers" et, le cas échéant, "Rétributions particulières"
- ▶ l' état récapitulatif des charges de gestion du service de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue exposées par la CARPA ou l'ordre, ainsi que l'état récapitulatif des produits et des charges correspondant aux actions entrant dans le champ visé par le protocole conclu par le barreau s'il y a lieu.
- ▶ le rapport du commissaire aux comptes établi conformément à l'article 117.1 du décret du 19 décembre 1991, modifié par le décret précité du 10 octobre 1996.

### **3.1 Etats liquidatifs visés à l'article 1 de l'arrêté fixant les modèles des états liquidatifs et comptables décrits par les articles 36 et 37 du règlement type annexé au décret 96.887 du 10 octobre 1996.**

Les états permettant de liquider la dotation versée par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle et de l'intervention au cours de la garde à vue n'ont pas subi de modification de fond par rapport à l'année 1996.

Je vous rappelle que tous les états (modèle 1.1 et ses annexes, 1.2, 2.1, 2.2 et 3 pour l'aide juridictionnelle, modèle 1 pour l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue) doivent être visés par le bâtonnier (cachet de l'ordre + signature du bâtonnier).

Les états modèles 1.1, et 1.2 pour l'aide juridictionnelle et modèle 1 pour l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue doivent faire l'objet d'une certification par le commissaire aux comptes ainsi que le prévoit l'article 118 du décret modifié du 19 décembre 1991.

Pour les barreaux ayant conclu le protocole des articles 91 et 132-6 du décret du 19 décembre 1991, les CARPA doivent joindre les états modèle 2.1 et 2.2 détaillés par année d'achèvement des missions, pour permettre à la Chancellerie de calculer la dotation complémentaire versée au titre du protocole.

Enfin, je vous indique que vous devez joindre à ces états liquidatifs les états de contrôle et de distorsion éventuellement édités par votre applicatif, accompagnés des pièces justificatives des distorsions constatées.

### 3.2 Les résultats du compte "emploi des produits financiers"

Durant la période transitoire, ce compte ne peut être produit par les actuels applicatifs. Toutefois, les informations émanant de l'état récapitulatif des charges de gestion du service de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue et de l'état récapitulatif des produits et charges correspondant aux actions entrant dans le champ du protocole conclu par le barreau permettent d'apprécier les emplois des produits financiers.

### 3.3 Les résultats des comptes "rétributions particulières" (application de l'article 29 alinéas 2 et 4 de la loi du 10 juillet 1991).

Durant la période transitoire, ces comptes ne peuvent être produits par les actuels applicatifs puisque la comptabilisation des rétributions particulières n'y est pas individualisée. Toutefois, ces comptes doivent être transmis dans la forme dans laquelle ils auront été tenus.

### 3.4 Etat récapitulatif des charges de gestion du service de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue exposées par la CARPA ou l'ordre, visé à l'article 2 de l'arrêté du 28 novembre 1997.

Ce nouvel état (qui doit être produit pour l'année 1997) permet de récapituler les charges de gestion du service de l'aide juridictionnelle au regard des produits financiers générés par le placement des fonds d'Etat (modèle en annexe 1 de la présente lettre circulaire).

Il convient de rappeler à cet égard que le remboursement à l'Ordre ou à la CARPA des charges de gestion du service de l'aide juridictionnelle ne peut dépasser le montant des produits financiers générés par le placement des fonds versés par l'Etat, après imputation des charges réglées directement.

\* Les charges de gestion du service de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue exposées par la CARPA ou l'ordre comprennent, outre le solde éventuel des charges des exercices antérieurs n'ayant pas donné lieu à remboursement, les charges directes concernant exclusivement ce service et les charges réparties qui correspondent à des services communs de la CARPA ou de l'Ordre.

Les clés de répartition doivent être fixées par décision de l'organe délibérant de la CARPA ou/et de l'ordre. L'extrait des délibérations prises est joint aux documents transmis au commissaire aux comptes et à la Chancellerie.

\* Les produits comprennent les produits financiers dont le montant est arrêté au 31 décembre de l'année et transféré si nécessaire au compte emploi des produits financiers et éventuellement les produits exceptionnels et le report des exercices antérieurs.

Le montant total des charges réparties figurant à la rubrique IX donne lieu à un remboursement au bénéfice de la CARPA ou de l'ordre (rubrique XIII)), dans la limite des produits financiers perçus par la CARPA au titre des fonds reçus de l'Etat.

L'excédent des produits sur les charges (solde positif) ou des charges sur les produits (solde négatif) est reporté sur l'exercice suivant.  
L'état doit être visé par le bâtonnier et transmis au commissaire aux comptes.

Pour fixer le report à nouveau de l'année 1996 sur l'année 1997, il est demandé de reconstituer l'historique des produits financiers perçus depuis le premier janvier 1992 jusqu'au 31 décembre 1996 et des charges ayant donné lieu à remboursement sur la même période (cf annexe 2 de la présente lettre circulaire).  
L'état doit être visé par le bâtonnier et communiqué au commissaire aux comptes.

### **3.5 Etat récapitulatif des produits et des charges correspondant aux actions entrant dans le champ du protocole conclu par le barreau.**

L'état récapitulatif des produits et des charges correspondant aux actions entrant dans le champ visé par le protocole conclu par le barreau (cf annexe 3 de la présente lettre circulaire) sert à fixer le taux de la majoration de la dotation complémentaire versée en vertu d'un protocole articles 91 ou 132-6 du décret du 19 décembre 1991.

Dans l'attente du nouvel applicatif, cet état sera établi, s'agissant des rétributions versées aux avocats, à partir d'informations manuelles ou informatisées tenues par la CARPA ou l'ordre, et, pour les autres charges, à partir de la comptabilité de l'ordre ou de la CARPA. Il devra respecter le modèle présenté en annexe 3 de la présente lettre circulaire.

A l'avenir, cet état sera alimenté par les informations relatives à la rétribution des avocats issues du compte "rétributions particulières avocats protocoles".

### **3.6. Etats de trésorerie visés à l'article 37 du règlement-type annexé au décret 96-887 du 10 octobre 1996 : ces états n'ont pas subi de modification de fond.**

Je vous rappelle que la périodicité de leur établissement est fixée par l'article 5 de l'arrêté.

J'ai constaté un certain retard dans leur transmission.

Les états, établis aux dates des 31 mars, 31 août et 31 décembre de chaque année doivent être transmis à mes services au plus tard le quinzième jour suivant ces dates.

Le respect de cette obligation conditionne le calcul de la dotation et l'envoi d'éventuels ajustements aux CARPA.

3.7. L'ensemble de ces états est transmis à la Chancellerie et au Président du CDAJ accompagnés des rapports des commissaires aux comptes établis conformément aux articles 117.1 et 118 du décret modifié du 19 décembre 1991.

Pour le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice  
Pour le Directeur de l'Administration Générale  
et de l'Équipement empêché et par délégation  
Le Chef de Service, adjoint au Directeur

J.-L. PEROL

- PJ : - 3 annexes  
- Arrêté du 28 novembre 1997 abrogeant l'arrêté du 27 décembre 1996 accompagné de l'exposé des motifs.

### Annexe 1

Etat récapitulatif des produits et des charges de gestion du service  
de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat au  
cours de la garde à vue exposées par la CARPA ou l'ordre  
(cet état constitue l'annexe 2 du nouvel arrêté du **28 NOV.** 1997)



**ETAT RECAPITULATIF DES PRODUITS ET DES CHARGES DE GESTION  
DU SERVICE DE L'AIDE JURIDICTIONNELLE**

ANNEXE 2

	MONTANTS 1997		
	directes	réparties	total
I. Report de l'année précédente (positif ou négatif) I = XV de l'année n-1			
<b>CHARGES DE L'ANNEE</b>			
II. Achats fournitures de bureau eau, énergie frais informatique			
III. Services extérieurs redevance service AJ locations immobilières maintenance sur biens mobiliers primes d'assurances frais de formation AJ			
IV Autres services extérieurs honoraires du commissaire aux comptes autres honoraires frais postaux téléphone et fax services bancaires			
V Impôts taxes et versements assimilés taxes sur salaires autres impôts			
VI Frais de personnel Rémunérations nettes Charges sociales			
VII Dotations aux amortissements immobilisations corporelles immobilisations incorporelles			
VIII Charges exceptionnelles			
IX Total des charges de l'année			
<b>PRODUITS DE L'ANNEE</b>			
X produits financiers			
XI produits exceptionnels			
XII Total des produits de l'année			
XIII Montant du remboursement effectué à la CARPA (ou à l'ordre) pour les charges réparties <i>le total "IX charges directes + XIII" doit être inférieur à XII</i>			
<b>SOLDE DE L'ANNEE</b>			
XIV Excédent des produits sur les charges ou Excédent des charges sur les produits XIV = XII- IX			
XV Sommes à reporter sur l'année suivante XV = I + XIV			

Fait à  
Le

Vu le Bâtonnier

## **Annexe 2**

**Etat historique des produits financiers perçus depuis le premier  
janvier 1992 jusqu'au 31 décembre 1996 et des charges ayant  
donné lieu à remboursement sur la même période**

**(Cet état est un document transitoire lié à la mise en application  
du décret 96-887 du 10 octobre 1996 et du règlement-type qui lui est annexé)**

**HISTORIQUE DES CHARGES  
DE GESTION ET DES PRODUITS FINANCIERS  
1992-1996**

	MONTANTS 1992			MONTANTS 1993			MONTANTS 1994			MONTANTS 1995			MONTANTS 1996		
	directes	réparties	total	directes	réparties	total	directes	réparties	total	directes	réparties	total	directes	réparties	total
I. Report de l'année précédente (positif ou négatif) I = XV de l'année n-1															
<b>CHARGES DE L'ANNEE</b>															
II. Achats															
fournitures de bureau															
eau, énergie															
frais informatique															
III. Services extérieurs															
redevance service AJ															
locations immobilières															
maintenance sur biens mobiliers															
primes d'assurances															
frais de formation AJ															
IV Autres services extérieurs															
honoraires du commissaire, aux comptes															
autres honoraires															
frais postaux téléphone et fax															
services bancaires															
V Impôts taxes et versements assimilés															
taxes sur salaires															
autres impôts															
VI Frais de personnel															
Rémunérations nettes															
Charges sociales															
VII Dotations aux amortissements															
immobilisations corporelles															
immobilisations incorporelles															
VIII Charges exceptionnelles															
IX Total des charges de l'année															
<b>PRODUITS DE L'ANNEE</b>															
X produits financiers															
XI produits exceptionnels															
XII Total des produits de l'année															
XIII Montant du remboursement effectué à la CARPA (ou à l'ordre) pour les charges réparties <i>le total "IX charges directes + XIII" doit être inférieur à XII</i>															
<b>SOLDE DE L'ANNEE</b>															
XIV Excédent des produits sur les charges (>0) ou Excédent des charges sur les produits (<0) XIV = XII - IX															
XV Sommes à reporter sur l'année suivante XV = I + XIV															

Fait à  
Le

Vu le Bâtonnier

### **Annexe 3**

**Etat récapitulatif des produits et des charges correspondant aux  
actions entrant dans le champ visé par le protocole conclu par le  
barreau**

**(Document transitoire)**

ETAT RECAPITULATIF DES PRODUITS ET DES CHARGES CORRESPONDANT AUX ACTIONS ENTRANT DANS LE CHAMP  
 VISE PAR LE PROTOCOLE CONCLU PAR LE BARREAU DE

	MONTANT 1992	MONTANT 1993	MONTANT 1994	MONTANT 1995	MONTANT 1996	MONTANT 1997
<b>A - PRODUITS (1)</b>						
1. Contributions dues par l'Etat au titre des rétributions versées aux avocats pour les missions achevées (*)						
2. Dotations complémentaires allouées au titre du protocole						
3. Prélèvements sur produits financiers AJ GAV						
4. Concours financier de l'Ordre à l'organisation de la défense						
<b>SOUS-TOTAL PRODUITS</b>						
<b>B.- CHARGES</b>						
1. Défense : Procédures tableaux VII et X						
1.1 Permanences -Rétributions versées aux avocats dans le cadre du protocole (*) (2)						
1.1.1. coût unitaire						
1.1.2 Nombre						
1.1.3 Coût total = 1.1.1x1.1.2						
1.2 Indemnités des avocats coordinateurs						
1.3 Autres charges (3)						
* amortissement de matériel						
* frais de personnel						
* formation						
* autres						
<b>SOUS-TOTAL CHARGES 1</b>						
2. Défense : Procédures assistance éducative						
2.1 Permanences -Rétributions versées aux avocats dans le cadre du protocole (*) (2)						
2.1.1. coût unitaire						
2.1.2 Nombre						
2.1.3 Coût total = 2.1.1x 2.1.2						
2.2 Indemnités des avocats coordinateurs						
2.3 Autres charges (3)						
* amortissement de matériel						
* frais de personnel						
* formation						
* autres						
<b>SOUS-TOTAL CHARGES 2</b>						
3. Garde à vue						
3.1. Rétributions versées aux avocats (*) (2)						
3.1.1. coût unitaire						
3.1.2 Nombre						
3.1.3 Coût total = (3.1.1x 3.1.2)						
3.2 Autres charges (3)						
* amortissement de matériel						
* frais de personnel						
* formation						
* autres						
<b>SOUS-TOTAL CHARGES 3</b>						
4. Sous-total rétributions avocats						
4.1 Hors garde à vue: (1.1.3. + 1.2) + (2.1.3 + 2.2)						
4.2 garde à vue						
4.3 Sous-total rétributions avocats (4.1 + 4.2)						
5. Sous total autres charges						
1.3 + 2.3 + 3.2						
<b>6. TOTAL GENERAL CHARGES (4+5)</b>						
<b>C. SOLDE PRODUITS- CHARGES (A - B)</b>						

Fait à  
Le

Vu le Bâtonnier

<b>NOTICE D'UTILISATION DE L'ANNEXE 3</b>
---

(1) - les prélèvements sur produits financiers AJ GAV s'entendent de ceux qui sont spécifiquement affectés à la gestion du fonctionnement du protocole article 91 et 132-6, à l'exclusion des charges relatives à la gestion de droit commun des comptes d'aide juridictionnelle tenus par la CARPA.

(\*) A remplir par les barreaux versant aux avocats une rétribution particulière calculée selon un mode différent de la contribution de l'Etat.

(2) Les rétributions versées aux avocats dans le cadre du protocole : ne porter que les rétributions additives ou substituts à la contribution de l'Etat.

**Détailler ce tableau selon le type rétribution ou de forfait retenu en précisant la nature des missions concernées.**

(3) La rubrique "autres charges" concerne exclusivement les charges afférentes à la gestion du protocole de défense pénale.

L'armotissement doit être linéaire et calculé sur 5 ans.